



MAIRIE DE LA BARBEN
13330

DOSSIER : N° PC 013 009 24 00011

Déposé le : **25/11/2024**

Dépôt affiché le : **26/11/2024**

Complété le : **26/12/2024**

Demandeur : **Monsieur BONIFAZIO MICHEL et
Madame MARTIN ISABELLE**

Nature des travaux : **CONSTRUCTION D'UNE
EXTENSION A RDC POUR UNE MAISON D'HABITATION
EXISTANTE**

Destination : **habitation**

Surface de plancher existante : **254,50 m²**

Surface de plancher créée : **50, 50 m²**

Surface de plancher démolie : **0 m²**

Sur un terrain sis à : **1094 RTE DE LA SOURCE à LA
BARBEN (13330)**

Référence(s) cadastrale(s) : **AL 50**

ARRÊTÉ 04-2025

accordant un permis de construire au nom de la commune de LA BARBEN

Le Maire de la Commune de LA BARBEN

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

Vu l'article L174-3 du code de l'urbanisme rendant caduc le plan d'occupation des sols à partir du 27 mars 2017,

Vu les articles L111-1 et suivants et R111-1 et suivants du code de l'urbanisme (Règlement National d'Urbanisme),

Vu le Plan d'Exposition aux Risques Naturels Prévisibles Séismes approuvé par Arrêté Préfectoral du 2 novembre 1989,

Vu la situation du terrain hors des Parties Urbanisées de la commune,

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de MAMP - Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) en date du 23/12/2024,

Vu l'avis Favorable tacite du Préfet des Bouches du Rhône en date du 28/12/2024,

VU la demande de permis de construire présentée le 25/11/2024 par Monsieur BONIFAZIO MICHEL, Madame MARTIN ISABELLE,

VU l'objet de la demande

- pour la **CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION A RDC POUR UNE MAISON D'HABITATION EXISTANTE ;**
- sur un terrain situé 1094 RTE DE LA SOURCE à LA BARBEN (13330) ;
- pour une surface de plancher créée de 50,50 m²;

ARRÊTE

Article 1

Le présent Permis de Construire est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées aux articles suivants.

Article 2

Dès la fin de la totalité des travaux, le pétitionnaire devra obligatoirement déposer la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux accompagnée de :

- AT.2 d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques prévues par l'article L. 563-1 du Code de l'Environnement [Art. R. 462-4 du Code de l'Urbanisme];
- AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du Code de la Construction et de l'Habitation [Art. R.462-4-1 du Code de l'Urbanisme].

LA BARBEN, le 05/02/2025

Le Maire,

Franck SANTOS

Nota Bene : La présente autorisation est le fait générateur de taxes d'urbanisme. Vous êtes tenu de déclarer les éléments nécessaires au calcul de la taxe d'aménagement dans les 90 jours suivant l'achèvement de vos travaux au sens fiscal (au sens de l'article 1406 du Code Général des Impôts) auprès des services fiscaux de manière dématérialisée sur le site des impôts (www.impots.gouv.fr) – rubrique « gérer mes biens immobiliers »

Nota Bene 2 : En application du décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, le terrain étant situé dans une zone sismique 4 (moyen) tout projet doit être réalisé dans le respect des règles de construction parasismique de l'Eurocode 8 norme NF EN 1998-1, EN 1998-3, EN 1998-5 et leurs annexes nationales.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.